



P.

LÉGATION DE SUISSE

B.12 / Ca.

RAPPORT POLITIQUE N° 2.

Bogotá, le 23 janvier 1953.

Monsieur le Conseiller Fédéral,
Nouvelle politique des Etats-Unis envers l'Amérique Latine.

Le nouveau secrétaire d'état des Etats-Unis vient de faire à la Commission des affaires étrangères du Sénat américain des déclarations sur la nouvelle attitude de son Gouvernement vers l'Amérique Centrale et du Sud qui méritent d'être retenues.

Après avoir rappelé que la doctrine de Monroe prescrit la solidarité entre pays américains et que cette solidarité ne fonctionne pas automatiquement, M. Foster Dulles a reconnu que le Gouvernement Truman, absorbé par ses tâches plus urgentes en Europe et en Extrême-Orient, a négligé l'Amérique Latine, s'imaginant à tort qu'après avoir oublié cette dernière pendant 10 ou 15 ans, il pourrait y retrouver les mêmes conditions et le même état d'esprit qu'auparavant. "Assurément", fit remarquer le successeur de M. Acheson, "ces questions (concernant l'Europe et l'Extrême-Orient) sont plus urgentes, mais la prudence conseille d'examiner les difficultés avant qu'elles ne s'aggravent", sans quoi "il sera trop tard pour y faire face efficacement".

Il est intéressant que M. Foster Dulles reconnaisse l'existence d'un mouvement communiste dans presque tous les pays latino-américains et d'un mouvement fasciste en Argentine, dont "les tentacules s'étendent à d'autres pays". "A mon avis, on pourrait parler d'une alliance de fait entre les éléments fascistes et communistes, du moins en ce qui concerne un point, à savoir la

Au Département Politique fédéral,

B e r n e .



haine du Yankee et le désir d'exterminer l'influence du soi-disant colosse d'Amérique du Nord en Amérique Centrale et en Amérique du Sud".

Ce danger est peut-être moindre en Colombie qu'ailleurs, quoique le terrorisme à l'intérieur soit évidemment favorable à certaines influences subversives et de nature à créer dans le parti libéral un état d'esprit défaitiste qui pourrait se traduire un jour, fort éloigné à mon avis, par un nouveau "9 avril". Beaucoup plus visible est l'alliance de fait signalée par M. Foster Dulles en Argentine, au Chili, en Equateur et en Bolivie. En Equateur, Velasco Ibarra élimine systématiquement les partis d'opposition en vue de réaliser son programme démagogique. En Bolivie, le Ministre des Mines a déclaré il y a quelque temps à un de nos compatriotes, vice-président de la troisième société minière de ce pays (la société Aramayo) : "Je vous hais!" Le Président de la République lui-même, M. Paz Estensoro, a dit à ce même compatriote : "Après moi viendra le communisme".

Le problème central de l'Amérique du Sud provient de ce que ce continent est au moins 100 ans en retard sur l'évolution sociale et économique de l'Europe et de l'Amérique du Nord et doit soudainement affronter des revendications sociales qui nous paraissent aujourd'hui naturelles mais qui, dans l'ambiance primitive de ces pays où le luxe cautoie la misère, risquent de désorganiser l'économie et d'engendrer le chaos politique. Il n'est pas facile de rattraper un pareil retard.

Fort judicieuse^x me paraît à cet égard le rapprochement évoqué par M. Foster Dulles entre l'Amérique Latine et la situation en Chine il y a environ 20 ans. "On commençait alors à stimuler la haine des Etats-Unis et de l'Angleterre et nous n'avons rien fait de sérieux

page 3.

à ce propos. Les choses continuèrent de la sorte jusqu'à leur culmination en 1949. Or, si nous n'y veillons pas, nous nous réveillerons un beau matin pour lire dans les journaux qu'en Amérique du Sud s'est produit la même chose que dans la Chine de 1949, et il importe d'y faire face avant que le mouvement communiste n'obtienne la force qu'il a acquise en Chine".

Le Sénateur Knowland n'a sans doute pas eu tort de faire remarquer à M. Foster Dulles que si les Etats-Unis, liés à l'Amérique Latine par une histoire similaire, se décident à traiter ces pays, non comme des Colonies, mais comme des associés, conformément d'ailleurs à la politique de bon voisinage inaugurée par le Président Roosevelt, il sera peut-être ainsi possible de "récupérer une partie du terrain que nous avons perdu", c'est-à-dire de gagner avec le temps ce que la "Foreign Policy Association" de New-York appelle la "guerre froide" qui se mène sur ce continent.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

M. Curtis